

Discours de Gérard Piel

Vœux 2015

Les vœux que notre groupe tenait à vous présenter cette année sont marqués par une actualité et un contexte difficile qui tranche avec la légèreté habituelle de ce genre d'exercice.

Bien sûr, nous tenions à vous assurer tous ici de nos meilleurs sentiments, à vous souhaiter une année riche de luttes victorieuses et de mobilisations citoyennes mais les événements de ce début année ont changé, chez tout le monde j'en suis certain, l'état d'esprit qui prévalait jusqu'alors.

Notre pays a vécu ces dernières semaines des heures sombres.

Ces attaques contre la presse, ces morts de journalistes, de dessinateurs, de policiers, de citoyens, nous ont tous bouleversé comme elles ont bouleversé le monde entier.

Mais nous avons également été profondément touchés par cet élan populaire massif, par les millions d'habitants de notre pays qui se sont spontanément réunis pour revendiquer leur attachement aux valeurs de notre République, leur attachement à une fraternité si souvent oubliée, leur volonté de vivre ensemble en s'enrichissant de leur différence.

Cet élan populaire, ces mobilisations citoyennes, ont été trop fortes pour que ceux qui ont honteusement tenté de les instrumentaliser, en soit pour leur frais.

L'immense majorité de ceux qui se sont mobilisés a exprimé une envie de liberté et de vivre ensemble, contre tous ceux qui n'ont à la bouche que la haine et le rejet de l'autre, contre tous les fascismes.

Ils ont réaffirmé leur croyance dans les valeurs républicaines, celles qui sont censées faire de nous des citoyens libres et égaux, solidaires les uns des autres, riches de notre culture, leur attachement à une société laïque, ouverte et tolérante, et non à une juxtaposition de communautés musulmane, juive ou que sais-je encore, qui cohabiteraient bon an mal an.

C'est un élan d'espoir qui s'est levé, un élan qu'il convient aujourd'hui de rendre pérenne en nous posant les bonnes questions.

Vers quelle société de justice et de paix souhaitons-nous avancer ? Quels moyens nous donnons-nous pour y arriver ? Comment redonner du sens au vivre ensemble dans notre pays ?

Quelles réponses devons-nous apporter à ces interrogations, singulièrement nous, élus et membres des forces de gauche de notre pays ?

Il nous faut écouter le message délivré par notre population qui a parlé de paix, de tolérance et de vivre ensemble dans ces rassemblements.

Oui il existe des menaces auxquelles nous devons répondre mais nous considérons que cela doit prioritairement passer par un changement de notre politique, notamment sur le plan extérieur.

A ceux qui cherchent l'affrontement nous devons opposer une société de paix, de progrès et de liberté en recherchant des issues politiques aux crises que traversent de nombreux pays du Moyen Orient et d'Afrique, en s'attaquant aux ressources financières des groupes djihadistes, en développant les coopérations et contrôles internationaux sous l'égide de l'ONU...

Etre de gauche ce n'est pas voter la guerre pour espérer la paix, mais se donner les moyens d'y concourir en agissant sur la réalité et les raisons des violences que nous prétendons combattre, dans le monde comme en France.

Car dans ces rassemblements on parlait aussi de police, de justice et d'école, en un mot on parlait services publics comme outils du vivre ensemble dans notre pays.

Car la réponse à apporter à ceux qui se sentent exclu de la communauté nationale, mis de côté par une société qui les rejette parce que pas assez riche ou pas assez blanc, à ces jeunes désocialisés, c'est n'est pas plus de stigmatisation, c'est bien plus de République.

Si nous vivons dans une société fracturée, il faut remettre la République au cœur de nos quartiers, renforcer le lien social sur les territoires où se creusent les inégalités par un retour en force des services publics, en leur donnant un nouvel élan, en renforçant leur efficacité et étendant leurs champs d'action.

Et il ne suffit pas le dire, il ne suffit pas de partager ce constat, nous en sommes tous capables ;

Il faut passer aux actes et donc refuser fermement l'austérité qui s'abat sur nous et que le gouvernement applique sans sourciller, en s'opposant par exemple à la loi Macron actuellement en discussion.

Les conseillers régionaux que nous sommes doivent se révolter contre les baisses de dotations, contre les désengagements de l'Etat dans les CPER, réclamer des investissements publics ambitieux sur nos territoires pour lutter contre la détérioration du lien social qui s'aggrave dans nos quartiers.

Nous devons exiger les moyens d'être utiles à nos concitoyens, provoquer le changement en France, casser les dogmes dans lesquels certaines forces de gauche semblent elles-mêmes enfermées.

Nous ne devons plus reculer, nous ne pouvons plus tergiverser, l'austérité n'est pas la bonne voie, même à la sauce sociale-démocrate elle étouffe notre pays et par conséquent nos territoires et leurs populations.

En 2015, je souhaite donc à tous d'être audacieux, d'avoir le courage de sortir des doctrines qui ont échoué, d'oser passer pour de dangereux utopistes pour être vraiment utiles à toutes celles et ceux, et ils sont de plus en plus nombreux, qui souffrent en France et dans le monde.

Une autre voie est possible, une alternative à gauche est possible, et je ne peux conclure mon discours sans rendre un hommage appuyé et ému à nos camarades et au peuple grec qui viennent de remporter une victoire historique contre la pensée dominante et l'omnipotence des marchés.

A tous ceux, de gauche comme de droite, qui distille la résignation et l'impuissance de la politique face aux forces de l'argent, le peuple grec vient de lui adresser un message de résistance clair et sans équivoque.

Leur victoire nous donne de l'espoir et je suis heureux, même si légèrement dubitatif je dois bien l'avouer, de constater aujourd'hui que les solutions défendues par nos camarades de Syriza sont partagées et même revendiquées par un grand nombre de forces politiques françaises.

L'espoir est donc permis.

La victoire du peuple grec sur la Troïka ouvre des portes que nous pensions encore fermées il y a quelques mois quand emmenés par Alexis Tsipras, nous défendions, alors biens seuls, ces mêmes propositions lors des élections européennes.

Des portes que nous pensions même encore fermées il y a seulement quelques semaines quand de l'Assemblée Nationale au Conseil Régional nous dénoncions seuls encore l'austérité imposée par le gouvernement et l'Union Européenne, et demandions au sein même de cet hémicycle aux forces de gauche de s'y opposer avec force dans l'intérêt des populations.

Les lignes bougent enfin, les constats et propositions portés par celle que l'on nomme depuis hier la gauche anti-austérité gagnent du terrain, nous en sommes heureux.

Dans cet esprit, nous appelons vivement, toutes celles et tous ceux qui souhaitent la construction d'une véritable alternative politique de gauche face au diktat libéral et austéritaire à se rassembler, en PACA comme en France, afin de permettre aux aspirations populaires de reprendre le pouvoir !